

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 } " " 14 " six mois.
 } " " 7 50 " trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER
et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

5 juin 1862.

Le Corps législatif a reçu les rapports budgétaires dressés au nom de la commission dont sont membres MM. Alfred Leroux, Segris et O'Quin.

En vertu d'une innovation qui présente des inconvénients assez graves, le travail est divisé en trois parties : la première s'applique aux recettes et dépenses de l'exercice 1863 considérées en bloc et d'une manière générale ; la seconde a trait à diverses contributions ou surtaxes proposées en vue du rétablissement de l'équilibre budgétaire, ce qui est une sorte d'annexe à l'étude confiée à M. Leroux ; la troisième s'occupe spécialement des crédits supplémentaires réclamés pour l'exercice 1862, dans le but de consacrer dès cette année la mesure des allocations ordonnées par décret, en dehors de l'assentiment préventif des Chambres.

Le travail présenté par M. Alfred Leroux embrasse la généralité des dépenses et des recettes. Il atteint deux milliards et les dépasse même.

Ce n'est pas la première fois qu'on arrive à ce respectable chiffre et les budgets des dernières années n'ont rien à envier à celui de 1863.

On se demande si les recettes prévisionnelles de 1863 ne seront pas trop étendues et si les dépenses ne sont pas trop considérables. Somme toute, on pourra arriver peut-être à 40 millions d'économie en restreignant surtout les dépenses militaires.

Le gouvernement renonçant dès cette année à la faculté de décréter des crédits en dehors du vote préalable des Chambres, ce qui n'est pas un mal, tant s'en faut, on ajoutera cependant près de 300 millions aux prévisions budgétaires de l'année courante.

Les suppléments de crédit seront applicables aux travaux d'utilité générale.

Les propositions de taxe formulées par M. Fould en vue de rétablir l'équilibre de nos finances sont loin d'être acceptées.

La surtaxe du sucre est maintenue tem-

porairement, l'impôt inquisitorial sur les factures et l'impôt du sel sont retirés, mais il pourrait se faire que le nouveau décime qui sera appliqué temporairement devint définitif. L'impôt sur les chevaux et les voitures, dits de luxe, sera discutable comme pour les classes de patentés.

On affirme que le projet de loi sur les sociétés à responsabilité limitée ne sera pas ajourné à la prochaine session.

La lutte soulevée à la Chambre des Communes anglaises à l'occasion de la question financière, s'est terminée par un vote de 367 voix contre 65 qui ont approuvé la politique de lord Palmerston.

La chute du cabinet anglais est donc ajournée grâce aux efforts du premier ministre et à l'adresse dont il a fait preuve en substituant au plan d'attaque de ses ennemis une question de confiance.

Lord Palmerston poursuivra son plan d'armement et les torques en seront réduits à la menace de loin sauf à reprendre plus tard leur travail d'opposition en sous-œuvre.

Les journaux de New-York donnent des nouvelles du Mexique, en date du 12. D'après eux, Juarez et son Cabinet se seraient enfuis à Queretanao.

Les dépêches de Washington démentent la fuite de Juarez. Corvin aurait conclu un traité d'après lequel le Cabinet de Washington prêterait 10 millions de dollars au Mexique. J. REBOUX.

Ainsi que l'annonçait officiellement le *Moniteur*, le vice-roi d'Égypte, Saïd-Pacha, a quitté lundi matin le palais des Tuileries pour se rendre en Angleterre. Le vice-roi et son neveu avaient pris la veille congé de l'Empereur et de l'Impératrice. Lundi matin, une demi-heure avant le départ, l'Empereur est venu dans l'appartement de Saïd-Pacha et s'est entretenu avec lui. L'Empereur, avant de se séparer du vice-roi, a voulu lui donner une preuve de son estime et de sa bienveillance, il a retiré le grand cordon de la Légion d'Honneur qu'il portait en sautoir et l'a donné à Saïd-Pacha. Sa Majesté a ensuite accompagné le vice-roi jusqu'à la voiture, où il lui a serré la main à deux reprises.

Le vice-roi a été reconduit avec le même

cerémonial qu'à son arrivée. Cinq voitures de la Cour menées *four in hand* et précédées d'un escadron de cuirassiers de la garde ont conduit Saïd-Pacha et les personnes de sa suite jusqu'à la gare du chemin de fer du Nord. Les officiers de la maison de l'Empereur chargés du service d'honneur auprès de Saïd-Pacha l'accompagnaient jusqu'à la frontière. Le vice-roi, en quittant les Tuileries, a laissé, dit-on, à plusieurs personnes des témoignages de sa munificence. On parle de tabatières d'un grand prix. Saïd-Pacha a également laissé une somme de 30,000 francs pour les pauvres de la capitale. L'Empereur, de son côté, a accordé diverses récompenses aux personnes de la suite du vice-roi. Koenig-Bey, secrétaire des commandements, a été nommé officier de la Légion d'Honneur ; Motet Bey, officier français, attaché jadis à la personne du vice-roi, a été nommé lieutenant-colonel.

Plusieurs personnes attachées à la maison de Son Altesse étaient arrivées à la gare quelques instants avant le prince. Quelques-uns des domestiques portaient ouvertes des boîtes pleines de fruits, tels que pêches, abricots, raisins, etc.

Ainsi que nous l'avons dit, l'Empereur a reçu dimanche M. de Bismark-Schoenhausen, ministre de Prusse, qui lui a remis les lettres de créance de son souverain. Quelques personnes s'étonnaient que la Prusse n'ait pas donné le rang d'ambassadeur à un personnage politique de l'importance de M. de Bismark. Il paraît qu'il est d'usage en Prusse de n'avoir pas d'ambassadeur, mais seulement des ministres plénipotentiaires et envoyés extraordinaires. Ainsi s'explique le titre donné à M. de Bismark-Schoenhausen.

Des dépêches télégraphiques ont annoncé que le grand-duc Constantin était nommé vice-roi de Pologne. Si nous sommes bien informés, dit la *Patrie*, cette nouvelle, présentée du moins sous cette forme, ne serait pas exacte.

Le grand-duc Constantin serait investi seulement des fonctions de lieutenant de l'Empereur et une complète autonomie administrative serait accordée à la Pologne.

L'Empereur Alexandre aurait déclaré, dit-on, que si les circonstances le permettaient, la Pologne recevrait ultérieurement une Constitution politique.

Amérique.

D'après des nouvelles de New-York, du

21 mai, le général Mac Clellan a traversé le fleuve Chikahomng à cinq lieues de Richmond ; les confédérés firent peu de résistance et laissèrent avancer l'ennemi.

Des nouvelles émanant de diverses sources constatent que les confédérés défendraient énergiquement Richmond.

Des dépêches de Monroe disent que la visite de M. Mercier à Richmond n'avait pas un caractère officiel et était faite avec l'approbation de M. Lincoln. Le journal le *Commerce*, de New-York, dit qu'il est douteux que la guerre se termine cet été, à moins que des révolutions n'éclatent dans le Sud.

Le maire et la municipalité de Norfolk ont refusé de prêter serment à l'Union. Le général Wool a proclamé alors la loi martiale et a déclaré que Norfolk serait privé de commerce (sic) si ce serment continuait à être refusé.

À Port-Royal, un grand nombre de fédéraux ont été tués et blessés. Il est probable que les confédérés occupent Port-Royal.

Mexique.

Une correspondance adressée de Vera-Cruz au *Constitutionnel* est ainsi conçue : Vera-Cruz, 3 mai.

Des personnes bien informées, et en qui j'ai pleine confiance, m'assurent que l'amiral Jurien était en pourparlers sérieux pour obtenir du général Lobado son adhésion aux propositions et aux vues des plénipotentiaires français ; la négociation était même fort avancée et promettait une favorable issue, quand deux incidents vinrent la rompre.

Le premier, c'est l'assassinat juridique du général Robles, l'autre, la mise hors la loi du général Almonte, que le gouvernement mexicain savait fort bien être couvert par le drapeau français.

Voici les renseignements que je suis parvenu à me procurer sur l'ouverture des hostilités.

Malgré les assassinats dont nos soldats étaient victimes depuis la rupture des conférences d'Orizaba, malgré la déclaration de guerre que Juarez avait notifié, le général de Lorencez attendait pour la notifier de son côté qu'il eût repassé le Chiquehuite, exagérant ainsi le sens et la lettre de la convention de Soledad.

Les choses en étaient là lorsqu'il reçut du général Sarragoza, qui occupait Orizaba depuis l'évacuation des Espagnols une lettre, où l'arrogance allait jusqu'à la menace pour nos malades et blessés, laissés à Orizaba sous la sauvegarde de la convention.

Devant une pareille attitude, un général français ne pouvait hésiter. Les Mexicains violaient les premiers la convention. Nos malades étaient en danger, il fallait courir à leur défense.

C'est le lendemain qu'eut lieu ce combat de cavalerie, dans lequel une trentaine de chasseurs d'Afrique mirent en déroute une troupe de cavalerie mexicaine quatre ou cinq fois plus

nombreuse. On me rapporte, sur cette affaire, une particularité piquante : le général espagnol Milais, aide-de-camp du général Prim, se serait trouvé au milieu de la bagarre et aurait failli être victime de sa position parmi nos ennemis dans un par-vol moment.

Quelque temps après la fin de la charge, on a, dit-on, rencontré la litière de M^{me} Prim, qui aura pu assister à la désertion des lanciers mexicains, ses compatriotes.

A peine nos troupes quittaient-elles Cordova qu'un *pronunciamento* y avait lieu en notre faveur. A Orizaba il en a été de même, la désertion se mit dans les rangs de l'ennemi. Tandis que le général Marquez continue de tenir la campagne contre Juarez avec les restes de l'armée de Miramont, le général Galvez est venu, avec 300 cavaliers, faire sa soumission, disant tout haut que depuis le départ des Espagnols il ne croyait plus avoir d'ennemis à combattre.

Les zouaves ont fait aux Mexicains de Galvez un généreux accueil. Touchés de leur état de fatigue et de maigreur : « Les malheureux doivent mourir de faim ! » criaient-ils, et vite de faire pour eux le café et de le leur offrir.

L'armée poursuivit sa marche sans apercevoir d'ennemis jusque devant les Cumbrés, chaîne des montagnes élevée de 800 mètres au-dessus des hauts plateaux. Elle l'atteignit le 28 avril.

La nuit fut un combat qui fit le plus grand honneur aux armes françaises. Il dura cinq heures.

L'affaire commença inopinément. Les zouaves venaient de faire une marche de six lieues. Les troupes campaient et dormaient, quand quelques coups de fusil donnèrent l'éveil et attirèrent l'attention sur le corps de Sarragoza, qui prenait position dans les Cumbrés et dominait le corps français.

Les zouaves et les chasseurs furent vite sur pied, oubliant la fatigue. L'action fut très chaude. Les Mexicains étaient au nombre de 6,000 hommes, appuyés de 18 canons. A six heures du soir les Cumbrés étaient héroïquement enlevés sous un feu très nourri qui nous coûta peu d'hommes, parce que nos soldats d'Afrique, habitués à gravir des pentes jugées inaccessibles par l'ennemi, se trouvaient souvent par cela même à l'abri des balles, qui passent par-dessus leur tête. Cela explique pourquoi nous n'avons eu que trois morts et une trentaine de blessés.

Le lendemain on prenait sans résistance la seconde chaîne. La déroute de l'armée ennemie était complète. Le corps français devait continuer sa marche sur Puebla, où tout fait prévoir qu'il sera reçu par les habitants de la façon la plus sympathique ; et l'on est en droit d'espérer que rien n'arrêtera plus sa marche victorieuse jusqu'à Mexico.

D'autres informations disent que la résolution prise par notre Gouvernement de ne pas reconnaître la convention de Soledad a été connue le 26 avril à Orizaba. Dès lors, le vice-amiral a remis le commandement en chef au général Lorencez, nommé général de division. L'amiral, dont on connaît l'arrivée à New-York, est attendu en France sous peu de jours. — (L. Boniface).

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 6 JUIN 1862.

— N° 4. —

Un cœur de femme.

CHAPITRE III. (Suite).

En voyant s'allumer chez Ernest une première étincelle d'amour pour Elise, Albert bénit le Ciel de lui faciliter son choix en lui ordonnant de renoncer à celle des deux sœurs qui avait touché le cœur de son ami. « Ils sont faits l'un pour l'autre, se dit-il ; elle sympathisera bien mieux avec lui qu'avec moi. » Chose étrange ! cette pensée, dont il aurait voulu se réjouir, le remplissait d'amertume en dépit de son amitié pour Willner, et peut-être la coquetterie d'Elise ne lui avait-elle été si fort ce jour-là que parce qu'elle lui semblait un encouragement accordé à Ernest.

Il était jaloux ; il n'avait donc pas cessé d'être amoureux. Mais, par raison autant que par générosité, il s'efforçait d'étouffer ce sentiment, et nous l'avons vu lui-même combattre les scrupules de son ami. D'ailleurs, l'amour de Clotilde était un puissant consolateur. Qui sait si, dans le cas où un rival le lui eût disputé avec avantage, il n'en eût pas souffert au moins autant que de voir Elise

lui en préférer un autre ? Car il n'avait jamais eu beaucoup d'espoir de plaire à celle-ci, et il se croyait sûr d'être aimé de celle-là. Et qui n'a éprouvé que la perte d'une longue illusion est la plus cruelle et la plus profonde des blessures ?

Comme il disait vrai, le pauvre Albert, en assurant qu'il ne se comprenait pas lui-même !

Il rentra d'assez mauvaise humeur ; les tendres questions de Suzanne, inquiète de son air soucieux, n'obtinrent que des réponses évasives. Pourtant elle comprit sans peine qu'il n'était pas heureux auprès d'Elise, et elle s'en affligea, elle qui adorait son frère et portait à l'aînée des sœurs de son mari une affection pleine d'estime et de confiance. Elle aimait aussi Clotilde ; mais âgée de vingt-sept ans et mère de famille depuis plusieurs années, elle la considérait comme un enfant moins jeune que les siens et elle lui accordait une tendresse presque maternelle. Comme tout le monde, elle la gâtait, la caressait, la protégeait pour ainsi dire. Elise, au contraire, était son amie, sa confidente ; la sympathie la plus parfaite les unissait ; Suzanne n'avait donc pas de plus vif désir que l'union d'Albert et d'Elise, et elle voyait avec douleur l'insuccès des assiduités de son frère.

« Il faut que je sache si elle ne l'aime pas et ce qui la rend insensible à des mérites qu'elle reconnaît elle-même, se dit-elle quand Albert lui eut souhaité le bonsoir. Je lui en parlerai dimanche. »

Elle le fit, en effet, non-seulement ce jour-là, mais à plusieurs reprises et avec les instances les plus touchantes. Elise lui répondait toujours qu'elle voyait dans Albert un ami dont l'absence serait une privation pour elle, mais qu'elle était incapable de lui porter un autre sentiment.

« Ce que je désire le plus au monde, lui dit-elle un soir qu'elles se promenaient sous les Charmilles, c'est de le nommer mon frère ; il semble entraîné vers Clotilde, qui, de son côté, l'aime de toute son âme. Si tu tiens à ce que nous soyons tous heureux, demande au Ciel que ma sœur devienne la femme d'Albert. »

Et, comme Suzanne insistait encore et l'accusait d'indifférence, elle s'écria d'un ton douloureux :

« Je t'en supplie, si tu m'aimes, épargne-moi ces combats pénibles ; ils me déchirent le cœur. »

— Ces combats ! que veux-tu dire ? aimerais-tu Albert ?

— Moi ! répliqua lentement Elise en détournant la tête. Tu me comprends mal. Je parle des luttes que tu me forces à soutenir contre toi, et du chagrin que j'éprouve d'être contrainte de t'affliger. Mais tu verras que, si l'épouse Clotilde, Albert sera heureux.

— Et, sans l'amour de ta sœur pour lui, accepterais-tu sa main ? demanda Suzanne, en arrêtant sur son amie un long regard scrutateur... Tu ne me réponds pas !... te voilà toute troublée !

— Troublée, non... un peu embarrassée, oui, car la question est étrange. Que veux-tu que je te dise ? On a vu des mariages très heureux, quoique fondés simplement sur l'estime et l'amitié ; mais à mon âge on désire autre chose encore.

— Ainsi, c'est bien décidé, tu n'as pas d'amour pour mon frère ?

— Non, » répliqua Elise d'une voix basse, mais ferme.

Cependant elle avait pâli, et, à son insu, elle s'appuyait plus fortement sur le bras de Suzanne.

« Elise, réfléchis encore, interroge ton

cœur ; ne te trompes-tu pas sur tes sentiments ?

— Non, non ; n'en parlons plus !
— N'en parlons plus ; » répéta tristement Suzanne, non sans jeter sur sa belle-sœur un coup d'œil de regret, de doute et d'inquiétude.

Et elle resta convaincue qu'Elise lui cachait quelque chose, et bientôt elle crut avoir deviné son secret. Mais chaque fois qu'elle hasardait d'y faire allusion, Elise se montrait si contrariée, si impatiente même, ou eludait ses questions si adroitement, qu'elle renonça enfin à lui en adresser aucune. D'ailleurs, Albert ne s'occupait plus que de Clotilde, et Suzanne, voyant celle-ci heureuse et embellie par son amour, s'accoutumait peu à peu à la considérer comme la future femme d'Albert.

CHAPITRE IV.

« Pourquoi ce petit air boudeur ? demandait Elise en roulant sur ses doigts les boucles blondes de sa sœur. N'es-tu pas contente de ta coiffure ?

— Au contraire ; personne ne me frise aussi bien que toi, répondit Clotilde en souriant à son image, réfléchi par la glace de la toilette, devant laquelle elle était assise.

— Oh ! tu vas être charmante ce soir avec ta robe d'un bleu pâle comme tes yeux. Albert trouve que le bleu te donne quelque chose de suave.

— Vrai ? dit vivement Clotilde, dont le visage s'éclaircit.

Mais ce mouvement de joie fut passager ;

presque aussitôt elle pencha la tête avec tristesse.

« Voyons, qu'y a-t-il encore ? reprit Elise ; je suis sûre que c'est comme toujours ; tu crois avoir à te plaindre d'Albert. »

— Je crois, dis-tu ? mais j'ai réellement sujet de lui en vouloir ! répliqua Clotilde avec une petite moue enfantine.

— Quel crime si grave a-t-il donc commis ? A-t-il critiqué ton ouvrage ou ta toilette ? s'est-il permis de se promener quand tu étais fatiguée et que tu voulais rester assise ? ou bien...

— Elise, tu n'es pas généreuse ; si je suis quelquefois un peu enfant, à qui la faute ? qui est-ce qui m'a gâtée ?

— J'y ai contribué, j'en conviens. Mais ce vilain Albert, qu'a-t-il fait ? Ah ! j'y suis ; il s'est moqué, par jalousie, de ton cher petit épagueul.

— Par jalousie ! répéta Clotilde avec un peu d'amertume ; crois-tu donc qu'il m'aime assez pour être jaloux ?

— Je fais mieux, j'en suis convaincue. — Et pourtant, voilà plus de six semaines qu'il a une position ; il part dans trois jours pour l'Espagne, et il ne s'est pas encore déclaré, lui qui voulait, disait-il, être marié avant le mois d'octobre. »

On était effectivement à la fin de juillet ; Albert allait entreprendre le voyage dont nous avons déjà parlé, et M^{me} Herbelin donnait ce soir-là, à lui et à Ernest, qui l'accompagnait, une petite fête d'adieu.

« En trois jours il peut se passer bien des choses. Et si Albert n'a rien dit jusqu'à présent, il a tenu une conduite assez significative. Il vient plusieurs fois par semaine, il ne te quitte presque pas, il t'apporte des fleurs et des dessins, il prend la musique dans le but de l'accom-